

Hebdomadaire Togolais Indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Dounia

Climat
**Faure a participé
à la COP15
d'Abidjan sur la
désertification**

Le Monde
MEMBRE: MEDIAF

N° 725 du 11 / 05 / 2022

Nouvelle augmentation des prix des produits pétroliers

Un coup dur à la lutte contre la vie chère

P.3



Céni

Quand UNIR concède le poste de président à la société civile

P.3

Redynamisation des activités
au port sec d'Adétikopé

**Les
représentants
des pays de
l'hinterland
avisés**

P.5



Edem Kokou
Tengue, ministre
en charge de
l'Economie
maritime

Motos électriques

**Un avantage environnemental et une
opportunité socio-économique pour le Togo**

P.4

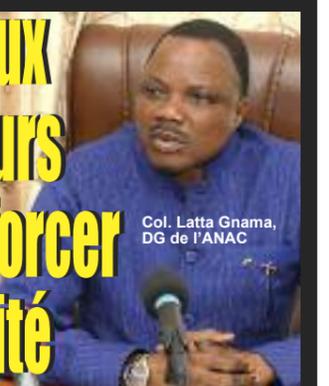


Aviation civile au Togo

P.4

**5 nouveaux
inspecteurs
pour renforcer
sa sécurité**

Col. Latta Gnana,
DG de l'ANAC



Fait divers

Un homme qui a perdu son pénis à cause d'une septicémie s'en fait créer un nouveau sur son bras

En Angleterre, un quinquagénaire qui avait perdu son pénis des suites d'une septicémie s'en est fait construire un tout nouveau sur son bras. Plus précisément, le membre a été construit à partir de la peau de son l'avant-bras gauche. Les chirurgiens ont ensuite créé un urètre et ajouté une pompe lui permettant de provoquer une érection mécanique. Le patient a également demandé l'ajout de deux centimètres supplémentaires, a rapporté The Sun.

Elle ouvre la porte de l'avion et sort sur l'aile «pour avoir de l'air»

Une passagère d'un vol Ukraine International Airlines a été prise en train de marcher sur l'aile de l'avion après son atterrissage. La scène s'est déroulée en début septembre sur le tarmac de l'aéroport de Kiev, alors que l'appareil revenait d'Antalya, en Turquie. La femme, qui était à bord avec son mari et ses deux enfants, a grimpé sur l'aile du Boeing 737-86N alors que les autres passagers entamaient leur sortie, de façon traditionnelle. Selon des témoins présents à l'intérieur de l'avion, elle aurait ouvert la porte de sortie d'urgence car elle avait chaud et qu'elle souhaitait «avoir de l'air».

Dounia Le Monde

Edité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email:
dlatatine1@gmail.com
Siège:
Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication:
Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef:
Régis TALIKPÉTI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction:
Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papsaron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie:
RAD Graphic

Comment ça va ?

Très bien: Lidi-Bessi Kama

La ministre togolaise en charge des sports Docteur ou Lieutenant-colonel Lidi-Bessi Kama est en train de laisser son nom que ce soit au ministère qu'elle occupe ou dans le sport à l'international. Le chantier qu'elle est en train de mener et qui aura une grande répercussion sur le plan sportif et économique est la professionnalisation du football togolais.

Les textes ont été d'ailleurs validés au cours d'un atelier et si les délais sont respectés, cette professionnalisation devrait prendre effet à partir de la saison 2023-2024. Une professionnalisation suppose un changement radical pour les pratiquants de ce sport. Le chantier ne sera pas facile, mais avec sa formation militaire, il est certain qu'elle mènera à bien cette mission. Et sa compétence n'est pas connue qu'à sa juste valeur qu'au Togo, puisqu'elle vient d'être nommée présidente de la Commission médicale de la Fédération internationale de handball (Ihf). Bon vent à elle.



Bien: Carlos Alcaraz

Il faut bien retenir ce nom. Carlos Alcaraz, jeune espagnole de 19 ans qui a mis à genoux 3 cadors du tennis mondial. C'était à l'occasion de l'ATP de Madrid. Tour à tour, Rafael Nadal en quart de finale, Novak Djokovic en demi-finale et Alexander Zverev en finale. Cette victoire vient après celle de Miami et récemment celle de Catalogne. Il est d'ailleurs décrit comme très mature pour son âge. Alcaraz est donc bien parti pour illuminer le tennis mondial et c'est tout le mal qu'on peut lui souhaiter.



Mal: Djamel Belmadi

Monsieur Djamel Belmadi a perdu pied après son élimination respectivement au premier tour de la Coupe d'Afrique des nations et lors du barrage du mondial 2022 au Qatar par le Cameroun. Plusieurs semaines après la bérézina, il s'en est pris vertement à l'arbitrage africain, une excuse qui ne tient pas la route puisque l'Algérie a été championne d'Afrique avec ces mêmes arbitres. Plus graves, il ne voit pas l'Algérie comme un pays africain, des propos à la limite racistes. Il est peut-être un bon sélectionneur, en s'en tenant à ses résultats, mais après toutes ses déclarations, force est de constater qu'il est un mauvais perdant et pire un raciste qui se dévoile. Un professionnel doit savoir se relever après un échec, mais là il faut reconnaître que Belmadi est passé totalement à côté.



Identification biométrique

Début de la vulgarisation et des consultations publiques

L'Agence nationale d'identification (ANID) a entamé il y a quelques jours dans les Savanes une tournée de vulgarisation sur le territoire national.

L'activité, couplée à des consultations publiques, est un prélude à la mise en œuvre du projet d'identification biométrique prévu par le gouvernement dans sa feuille de route à l'horizon 2025. Sur le terrain, il s'agira de rencontrer les acteurs impliqués (préfets, maires, membres des administrations, société civile, ONG, autorités traditionnelles et religieuses, etc...), et échanger avec ces derniers sur les rôles et activités spécifiques attendus. Des avis seront

également recueillis afin de faciliter le déroulement des opérations d'enrôlement, une fois le projet mis en route. Premier projet des 36 que contient la feuille de route quinquennale du gouvernement, l'identification biométrique des personnes physiques au Togo (e-ID Togo) s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet sous régional (WURI), financé par la Banque mondiale. Sa finalité est d'améliorer notamment l'accès des citoyens aux services sociaux de base et à la couverture maladie universelle, et de mettre en place un registre social des personnes.

Pour le directeur de l'ANID, Silété Roselin Devo, "il changera inexorablement la face du pays".

Fait divers

Côte d'Ivoire

Il défigure sa petite amie pour une marmite de chat

Le 13 février à Bitam, Ernest Afuli, un camerounais de 42 ans a roué de coups sa petite amie du même âge après une dispute. A l'origine du conflit, une affaire de marmite de chat qu'il aurait vidée sans attendre l'accompagnement qu'était allé chercher la dame. Il n'aurait pas apprécié les remontrances de sa dulcinée qui a blâmé son attitude.

«Il m'a roué de violents coups à la face avant de chercher à m'étrangler sur le lit», témoigne une gabonaise abusée par son petit ami camerounais à Bitam, dans la province du Woleu-Ntem. Âgée de 42 ans comme son homme, Ernest Afuli, elle dit n'avoir eu la vie sauve que grâce à l'intervention des voisins. Le 13 février 2022, ce jour-là, rapporte le quotidien L'Union, Ernest Afuli décide de partir de Batouri, un village où il travaille en tant que manœuvre dans une entreprise pour Mengang où se trouve sa petite-amie. Il constate que cette dernière a cuisiné un chat tué la veille par ses frères.

Enthousiaste, il se jette sur la marmite. Sa petite-

amie lui demande alors de patienter, le temps pour elle d'aller chercher un accompagnement. «Mais il ne m'a pas écouté. Quand je suis revenue, je l'ai trouvé en train de déguster toute la marmite de chat. Il n'a même pas pris la peine de se servir dans une assiette», raconte la petite-amie. Remontée, elle sermonnera son petit-ami qui aurait la fâcheuse habitude de se jeter sur la marmite et ne pas attendre que son amoureuse lui serve correctement la nourriture.

Un rappel à l'ordre que n'aurait pas apprécié Ernest Afuli qui, après la dispute se mettra à battre sa petite-amie. «Les beaux-frères qui sont arrivés quelques minutes plus tard, ont été choqués de constater qu'il a refait complètement le portrait de leur sœur», rapporte L'Union selon qui, ils décident alors de porter plainte à la Police judiciaire de Bitam. Ernest Afuli sera interpellé le 23 février à son lieu de travail avant d'être placé le 25 février en détention préventive à la prison d'Oyem. Il est accusé de coups et blessures volontaires.

**Lisez et faites lire votre journal
Dounia le Monde**

Nouvelle augmentation des prix des produits pétroliers

Un coup dur à la lutte contre la vie chère

Comme un couperet, l'information est tombée dans la soirée du 09 mai dernier. A compter du 10 mai à 0 heure, les produits pétroliers au Togo connaîtront une augmentation, soit une deuxième en moins de deux mois. Un coup dur que les Togolais n'ont pas vu venir, puisque personne ne s'y attendait contrairement à la première augmentation. Cette décision aura des répercussions négatives sur les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement pour atténuer les effets de la vie chère.



Depuis le 10 mai dernier, le litre du Super sans plomb précédemment fixé à 595 F cfa est passé à 625 F cfa, soit une augmentation de 30 francs. Le Gasoil est fixé à 660 F cfa contre 605F pour l'ancien prix, le Pétrole lampant lui passe à 580 F cfa contre 550F auparavant et le mélange deux temps sera acheté à 718 F cfa CFA

le litre, contre 690 F cfa. Une augmentation qui a surpris l'ensemble de la population même si la tendance est à la hausse sur le marché internationale et que le dollar est à un niveau élevé.

Une nouvelle structuration très impopulaire

Les récriminations enflent chez les Togolais toute classe

confondue depuis l'annonce de ces nouveaux prix. Et ce sont les réseaux sociaux qui constituent le réceptacle de toute cette colère et expriment les craintes que les nouvelles mesures suscitent. Pour nombre de Togolais déjà éprouvés par la crise mondiale marquée par une forte inflation, cette nouvelle augmentation aura un effet catalyseur sur cette

crise et donc va l'amplifier. Si donc la première augmentation il y a moins de deux mois a été plus ou moins acceptée, cette deuxième par contre ne passe pas.

Cette nouvelle hausse est d'autant plus impopulaire que le ministre Secrétaire général du gouvernement a dans un tweet formellement démenti l'éventualité d'une nouvelle hausse et cela avait rassuré la population. Or les professionnels des médias avaient alerté l'opinion sur une hausse imminente. En effet, selon plusieurs sources, les membres du gouvernement ont tenu une réunion avec les membres du syndicat des transporteurs routiers pour leur annoncer l'obligation d'une nouvelle hausse dans prochains jours. Car selon eux, le gouvernement est à bout de souffle après avoir subventionné à plus d'une dizaine de milliards, les produits pétroliers durant le mois d'avril. Il faut alors se demander si les ministres du gouvernement ne sont pas au même niveau d'information ou si le ministre Malick Natchaba a fait son tweet pour tromper la vigilance des Togolais.

Aussi, selon explications précédentes des membres du gouvernement, l'achat et le stockage des produits pétroliers se font tous les trois (3) mois or entre les deux

augmentations, il ya moins de deux mois. Qu'est-ce qui explique alors cette brusque augmentation si les 3 mois ne sont pas encore à termes ? Voilà des questions légitimes que les Togolais se posent et que le gouvernement devra répondre au risque de perdre sa crédibilité.

Certes, le gouvernement à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance avait présenté quatre mesures fortes destinées à accompagner les Togolais et qui ont été saluées par l'ensemble de la population. Mais cette nouvelle augmentation va sans doute limiter les effets positifs des mesures annoncées par le président de la République.

Des efforts soulignés par le gouvernement

Cette augmentation est une contrainte notamment avec la situation sur les marchés internationaux marquée par la hausse du prix du baril. Et pour le gouvernement, les efforts continuent d'être consentis pour limiter les dégâts. Ainsi plus de 12 milliards de F cfa de subventions sont prévus pour ce mois de mai. Et selon le communiqué l'Etat prend désormais en charge 239 F cfa/litre sur le Super, 111 F cfa sur le Gasoil, 113 F cfa sur le Pétrole, et 222 F cfa sur le mélange.

Archange T. Faré

Céni

Quand UNIR concède le poste de président à la société civile



Yabré Dago, Pdt de la CENI

Le nouveau président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) est connu. Il s'agit de Dago Yabré issu de la société civile. Il a été élu lundi dernier par les 17 membres de cette institution à l'issue de sa 5ème Assemblée plénière.

Lentement mais sûrement, le Togo s'achemine vers l'organisation des élections régionales. Pour preuve Dago Yabré dirige désormais cette

institution avec 3 autres de ses collègues avec qui, ils forment le bureau de la Céni.

Membre de la société civile, il est le premier responsable de l'ONG Nouvelle Elite ; ce faisant, la majorité, Unir vient de concéder ce poste à un membre de la société civile qui devra piloter cette institution capitale pour tout processus électoral au Togo.

Pas très connu du public, M. Yabré est selon le site officiel du Togo,

republiquetogolaise.com, diplômé de l'ENA, et de l'Institut international d'administration publique (IIAP-Paris). Il a donc l'étoffe nécessaire pour conduire à un heureux aboutissement du processus électoral en cours.

Déjà le 5 mai dernier, la Céni avait procédé à l'adoption de son règlement intérieur.

Les Elections régionales sont attendues l'année prochaine et constitue une étape très importante du processus de décentralisation que le Togo a amorcée depuis des années déjà.

Le nouveau bureau :
Président : Yabré Dago (Société Civile)

Vice-président : Homawoo Jean-Claude (UFC)

1er rapporteur : Dossekpli Messan (Société civile)

2e rapporteur : Tchao Christophe (Unir)

Risques d'inondation

Le gouvernement invite à la vigilance

Au Togo, des pluies abondantes sont enregistrées depuis le mois d'avril sur toute l'étendue du territoire national, conformément aux prévisions hydrométéorologiques pour la période allant d'avril à juin.

Face aux inondations susceptibles d'être provoquées par l'engorgement des nappes et le débordement des bassins de rétention, le ministère de la Protection civile a

exhorté à la vigilance et à ne pas céder à la panique. Quant aux acteurs impliqués dans la gestion des catastrophes, ils sont invités « à une surveillance permanente en vue de prévenir et d'alerter les populations exposées ».



Yark Damehame, ministre en charge de la Sécurité

Il y a quelques semaines, un point a été fait par les ministres sectoriels, les responsables d'agences nationales et les leaders locaux, pour revoir le plan d'anticipation contre ce genre de catastrophe.

Motos électriques

Un avantage environnemental et une opportunité socio-économique pour le Togo

L'émission de gaz à effet de serre par le biais des moyens de transport constitue un véritable danger pour l'environnement. Au Togo où le changement climatique se fait beaucoup sentir, l'utilisation des motos électriques moyens de transport est la seule solution car présentant aussi un avantage économique certains. D'où la nécessité d'une transition pour décarboniser les transports et répondre à l'urgence climatique dans notre pays.

Le secteur des transports est déjà responsable de plus d'un quart des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'énergie, un chiffre qui devrait doubler d'ici 2050 si rien n'est fait. Pour éviter ce scénario, les gouvernements du monde entier envisagent des mesures ambitieuses pour réduire les émissions du secteur des transports et contribuer à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. De nombreux pays à revenu élevé ont fait la promotion des voitures électriques comme le moyen le plus prometteur de décarboniser les transports. Cependant dans nos pays d'Afrique de l'Ouest, la moto représente le principal moyen de transport personnel ou commercial. Il convient donc de demander si les motos électriques représentent la transition de ces pays comme le Togo.

Une bonne solution pour le Togo ?

La littérature autour des solutions de mobilité électrique font état de plusieurs avantages dont 5 reviennent souvent dans les publications. (1) Selon des données venant du Pérou, un pays d'Amérique Latine, l'utilisation des véhicules électriques permet de réduire l'effet de serre. Un véhicule électrique émet une quantité réduite de CO₂ par rapport à un véhicule à essence. Pour parcourir une distance de 100 kilomètres, une voiture fonctionnant à l'essence peut rejeter environ 5 kilogrammes de CO₂, alors qu'une voiture électrique n'en rejette presque pas. Il est possible d'établir un parallèle identique entre les motos à essence et les motos électriques.

Les véhicules électriques n'émettent pas de gaz toxiques tels que le monoxyde de carbone et les oxydes d'azote, qui sont mortels à forte concentration. Ce qui entraîne automatiquement une meilleure qualité de l'air. Par ailleurs, suivant les données du Pérou, il y a une économie approximative de 70% des coûts de carburant par rapport à l'utilisation

d'un véhicule à combustion traditionnel. En termes, 100 Francs dépensés en combustible fossile donnent approximativement les mêmes résultats que 30 Francs en consommation d'électricité, ce qui représente une économie considérable pour les utilisateurs.

En outre, il faut signaler que les véhicules électriques sont silencieux. L'un des principaux éléments différenciateurs des véhicules électriques est qu'ils ne génèrent pas de bruit lors de leur fonctionnement, contrairement à ceux dotés d'un moteur à combustion interne. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), après la pollution atmosphérique, le bruit est le problème environnemental le plus intense dans les villes, notamment celui généré par le parc automobile. Il faut rajouter les économies sur l'entretien du véhicule.

Enfin l'entretien d'un véhicule électrique est moins coûteux que celui d'un véhicule à combustion interne. Cela est dû à plusieurs facteurs, notamment un nombre inférieur de pièces (60 % de moins qu'un véhicule classique à carburant fossile), et le fait que le moteur électrique ne comporte pas de pièces sujettes à l'usure (comme l'embrayage ou les fluides de remplacement comme dans les véhicules traditionnels). Par conséquent, les véhicules électriques sont moins chers et plus faciles à entretenir. De plus, la durée de vie d'une batterie est comparable à celle de la voiture et n'est donc pas sujette à entretien.

Une nouvelle industrie pour la création de valeur partagée

La transition à la mobilité électrique est une nouvelle révolution industrielle. En Europe, la mobilité électrique générerait 200 000 emplois d'ici 2030 selon un rapport établi par Cambridge Econometrics pour European Climate



Foundation. Le fait de pouvoir rouler sans pétrole, avec le carburant électrique, induit de nouveaux besoins et de nouveaux produits. S'il est vrai que la conversation en Europe reste essentiellement liée aux voitures électriques, les motos électriques présentent tout de suite les mêmes caractéristiques. Dans ce contexte, il apparaît que la transition à la mobilité électrique présente un intérêt pour le Togo par sa capacité à créer des emplois et induire des changements significatifs.

La fabrication des motos électriques est le premier pilier de création d'emplois dans la chaîne de valeur à travers la fabrication des pièces, notamment sa batterie et leur assemblage. Les services liés à la mobilité électrique comme : MaaS (Mobility as a Service), les

bornes de recharges ou les points d'échange de batterie (une chargée contre une déchargée) sont appelés également à fournir une activité entrepreneuriale à des jeunes en tant que conducteurs de motos électriques offrant des services de mobilité, comme gérant de points d'échange de batterie ou comme services de support autour de ces entreprises.

Un besoin d'adaptation des solutions de mobilité électrique

Pendant que les pays développés se concentrent sur le développement des voitures électriques, les pays en développement élargissent leurs efforts aux motos électriques qui représentent une part importante de leur mobilité. Les technologies évoluent et s'améliorent ouvrant l'espoir

de villes sans bruit, sans fumée et offrant des emplois par milliers. Un pays comme le Togo pourrait bénéficier des résultats positifs en devenant pionnier d'une transition qui apparaît désormais comme nécessaire en raison des urgences climatiques qui s'accroissent. Cette transition sera d'autant plus facilitée que son impact socio-économique est fort.

L'urgence climatique et les changements qu'elle appelle sont donc des opportunités économiques et sociales importantes que le Togo pourrait embrasser comme précurseur avant que d'autres pays ne les identifient comme axe de développement, ceci en ligne avec sa politique d'industrialisation et son orientation vers les énergies renouvelables.

Aviation civile au Togo

5 nouveaux inspecteurs pour renforcer sa sécurité



Photo de famille, au milieu en veste, Col. Latta Gnana, DG de l'ANAC

Cinq nouveaux inspecteurs ont prêté serment il y a quelques jours, rejoignant ainsi le corps des agents qualifiés à superviser la sécurité de la navigation aérienne civile nationale.

Ces nouveaux agents, spécialisés en sauvetage et en lutte contre les incendies des aéronefs auront entre autres pour mission de veiller à l'application de la réglementation en matière d'aviation civile ainsi que la supervision des équipements aéroportuaires et le filtrage des personnes et des biens.

Afin de faciliter leur insertion, "Ils seront parrainés par les anciens inspecteurs pendant un an. Ces derniers jugeront s'ils sont aptes à exercer leur mission sans corruption", a précisé Dokissime Gnana Latta, Directeur Général de l'Agence nationale de l'aviation civile.

Au Togo, l'objectif "Zéro Accident" est l'un des crédos de l'aviation civile. Plusieurs initiatives sont prises pour atteindre ce résultat. Depuis juin 2021, un programme national de sécurité est envisagé.

Redynamisation des activités au port sec d'Adétikopé

Les représentants des pays de l'hinterland avisés

Le ministre de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière, Kokou de transfert du port maritime au port sec de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) et s'inscrit dans la continuité



Edem Kokou Tengué, ministre en charge de l'Économie maritime

Edem Tengué a organisé hier à Lomé, une rencontre avec les représentants des pays de l'hinterland afin de les sensibiliser sur les différents atouts du port sec.

Cette rencontre vise à permettre aux représentants des différents pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger) d'être au même niveau d'informations en ce qui concerne les procédures

de son opérationnalisation. A travers la projection d'une vidéo, les différents participants de cette rencontre ont pu s'imprégner de la nouvelle procédure de transfert des conteneurs. L'objectif poursuivi est d'adopter une bonne coordination des actions des différents acteurs pour l'amélioration des processus de transfert.

Les atouts du port sec

Les différents participants ont pu se rendre compte des nombreux atouts qu'offre le port sec. En dehors de la



Le ministre Tengué et les représentants des pays de l'hinterland

célérité des opérations, cette nouvelle infrastructure stratégique que représente le port sec, a aussi de multiples avantages. Elle permet le rapprochement des conteneurs en transit

des pays de l'hinterland, la centralisation des formalités pour les conteneurs en transit avec le guichet unique de la PIA, la réduction des coûts cachés (stationnement, surestaries). Il faut également noter une réduction de moins de 2 heures à 3 du temps de

noter que le port sec franc d'Adétikopé tient sur une étendue de 20.25 hectares pour une capacité de 12.500 conteneurs simultanément. Rappelons que le port sec vient désengorger le trafic de conteneurs, face à une forte croissance du trafic du port autonome de Lomé qui lui

transit et de la distance pour les pays de l'hinterland. C'est aussi une installation portuaire sécurisée, améliorée et sans tracasserie. Il faut aussi

avait permis d'entrer dans le top 100 des Ports mondiaux sur le trafic conteneur depuis 2020.

Tinos

Climat

Faure a participé à la COP15 d'Abidjan sur la désertification

Le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a pris part lundi en Côte d'Ivoire à la 15ème Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Cette rencontre, dirigée par son homologue ivoirien Alassane Dramane Ouattara, réunit près de 5 000 représentants de 197 pays, dont une dizaine de chefs d'Etat et de gouvernement.

A Abidjan où les travaux se déroulent sous le thème "Terres, vie, patrimoine d'un monde précaire vers un avenir prospère", il s'agira de se pencher sur l'autre urgence mondiale (après celle du climat), face aux nombreux défis que sont l'avancée du désert, la déforestation, l'appauvrissement des terres arables ou encore la pollution des sols, entre autres. L'un des objectifs est d'ailleurs de faire progresser le programme de neutralité en matière de dégradation des terres, en attirant l'attention sur les



Faure Gnassingbé

questions de sécheresse et de restauration.

Les propositions togolaises Pour Faure Gnassingbé qui retourne en Côte d'Ivoire après une visite de travail il y a quelques semaines, cette COP15 a été l'occasion de formuler des propositions concrètes, issues des initiatives nationales déjà expérimentées. Le Togo, qui travaille

depuis plusieurs années à freiner la dégradation de ses terres, dispose déjà d'un Plan national de lutte contre la sécheresse et la désertification. Depuis le 1er juin 2021, une campagne nationale systématique de reboisement et d'enrichissement de la biodiversité a été lancée. L'ambition est de planter un milliard d'arbres d'ici 2030.

FNFI

Plus de 100 milliards FCFA octroyés et 1,7 millions de bénéficiaires depuis 2014

Huit après son lancement au profit des populations exclues des services financiers classiques, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) a passé la barre des 100 milliards FCFA de crédits accordés. Les derniers résultats, en date du 31 mars 2022, ont été dévoilés il y a quelques jours par le ministre chargé de l'Inclusion financière et de l'organisation du secteur informel.

Dans le détail, plus de 1,7 millions de bénéficiaires issus de toutes les couches socioéconomiques du pays ont pu bénéficier de ces financements, alloués à travers 14 produits. Le taux de remboursement reste toujours aussi élevé, 94,48 %, mais des efforts restent à faire, a indiqué Mazamesso Assih.

Autre point important, le mécanisme s'est rapidement étendu sur tout le territoire, disposant à ce jour de 338 points de services et collaborant avec 22 prestataires de services financiers partenaires (PSF).

255 000 bénéficiaires supplémentaires d'ici 2025 Face à la croissance rapide des activités et à la nécessité d'assurer non seulement un meilleur contrôle, le gouvernement a procédé il y a quelques semaines à la redéfinition et l'extension des attributions du Fonds.

La démarche, qui s'accompagne de nouvelles dispositions en faveur des zones à faible taux d'accès aux services financiers, doit notamment permettre de toucher davantage de cibles. Dans le viseur, un objectif de 225 000 bénéficiaires supplémentaires à l'horizon 2025.

Digitalisation et renforcement des mesures incitatives Pour les pouvoirs publics, cela passera notamment par un rapprochement des services, et à l'amélioration des services.

D'ailleurs pour les cinq prochaines années, le ministère envisage de passer à un autre palier avec des moyens d'actions bien ciblées : digitalisation, et renforcement des mesures incitatives. D'autres actions sont également envisagées, pour améliorer la qualité de la gestion du portefeuille.

En outre, un mécanisme de facilitation entre les banques et les services financiers décentralisés est prévu, afin de mieux accompagner la croissance de la demande sur le marché de la microfinance.

RDC

Une attaque rebelle fait au moins 36 morts dont un nourrisson de 4 mois



Attaqué le carré minier de Blankete et ont tué 36 personnes dont un nourrisson de 4 mois». Le responsable dont la localité a enregistré des dizaines de blessés suite à l'attaque, a ajouté que parmi les victimes, on dénombre six personnes calcinées. «Elles ont été enterrées à Blankete». Les blessés ont été évacués, certains sont dans un état critique. D'ailleurs, le bourgmestre estime que le bilan n'est que provisoire soulignant que «des jeunes continuent la recherche des corps notamment dans des puits

au moins 36 personnes ont été tuées par des rebelles, dans le Nord-Est de la République Démocratique du Congo. L'assaut a eu lieu ce dimanche, dans une mine d'or artisanale. Une violente attaque qui a visé des creuseurs d'une mine d'or artisanale, en Ituri, a endeuillé le Nord-Est de la République Démocratique du Congo. Jean-Pierre Bikilisende, bourgmestre de la commune rurale de Mungwalu, a confié à Anadolu que des rebelles appartenant au groupe armé «Coopérative pour le développement du

Congo (CODECO) ont attaqué le carré minier de Blankete et ont tué 36 personnes dont un nourrisson de 4 mois». Le responsable dont la localité a enregistré des dizaines de blessés suite à l'attaque, a ajouté que parmi les victimes, on dénombre six personnes calcinées. «Elles ont été enterrées à Blankete». Les blessés ont été évacués, certains sont dans un état critique. D'ailleurs, le bourgmestre estime que le bilan n'est que provisoire soulignant que «des jeunes continuent la recherche des corps notamment dans des puits

Fédération togolaise de football

Un budget de 2,755 milliards pour l'exercice 2022

La Fédération togolaise de football (Ftf) revoit son budget à la hausse pour 2022. Il a été voté à l'issue de son congrès ordinaire tenu le 6 mai dernier à Lomé. Ainsi pour bien mener ses activités à terme et avec succès, la faitière aura besoin de 2,755 milliards de FCFA.



Col. Akpovy, Pdt FTF

Le budget de l'exercice 2022 voté lors du congrès s'équilibre en produits et en charges d'un montant total de 2.755.500.000 francs CFA soit une hausse de 8,5% par rapport au budget 2021. C'est le chiffre auquel est parvenu la Fédération togolaise de football (Ftf) pour ses activités. Ce montant a été validé à l'issue du congrès tenue à Lomé et qui a regroupé tous ses membres.

La Ftf entend moderniser le football togolais dans son plan. Le principal objectif sera axé sur le développement des infrastructures sportives notamment la construction d'un Centre Technique National et la vulgarisation de la pratique du football.

Ce congrès a été également l'occasion d'approuver les comptes de l'exercice 2021.

Transfert

Erling Haaland a Manchester City

Selon The Athletic, l'attaquant norvégien Erling Haaland et Manchester City ont trouvé un accord en vue d'un transfert. Des sources allemandes auraient indiqué au média britannique que l'affaire était «réglée» et que l'information devrait être confirmée cette semaine.

Pogba ne devrait pas rejoindre les citizens

La semaine passée, l'éventualité de voir Paul Pogba rejoindre Manchester City avait été évoquée. Cependant, The Athletic révèle lundi que le milieu de terrain international français ne poursuivra pas sa carrière chez les Citizens. Le PSG, la Juventus et le Real Madrid seraient les favoris pour accueillir l'ancien Turinois, en fin de bail avec Manchester United cet été.



Robert Lewandowski la priorité du Barça

Selon les informations de Sport, le FC Barcelone serait optimiste sur le dossier Robert Lewandowski, qui resterait sa priorité pour le prochain mercato. Le quotidien espagnol précise que Pini Zahavi, l'agent de l'attaquant polonais, serait convaincu qu'un transfert ne coûterait pas plus de 40 millions d'euros mais également que Xavi aurait donné son aval sur ce dossier.

David Beckham veut voir Cristiano Ronaldo rester à Manchester United

En marge du GP de Miami dimanche, David Beckham a évoqué Cristiano Ronaldo (37 ans), qui vit une saison compliquée sur le plan collectif dans l'ancien club du Spice Boy (6e de Premier League). "Ce qu'il fait à son âge est vraiment incroyable. J'espère qu'il va en faire profiter Manchester United et rester encore un ou deux ans du côté d'Old Trafford", a déclaré le patron de l'Inter Miami à Sky Sports.

Libye

La production pétrolière toujours bloquée par l'absence de mécanisme de répartition des revenus

Le président de la Chambre des représentants en Libye, Aguila Saleh, pose ses conditions pour la reprise de la production pétrolière bloquée depuis plus de trois semaines. Il a assuré à Richard Norland, l'ambassadeur et envoyé spécial américain en Libye, lors d'une rencontre dimanche 8 mai au Caire, que les champs et les terminaux pétroliers seront réouverts une fois qu'un mécanisme de répartition équitable des revenus pétroliers sur toutes les régions du pays sera installé.

Malgré les pressions américaines, une reprise de la production pétrolière, bloquée depuis trois semaines, ne semble pas à

l'ordre du jour en Libye. Dans l'état actuel des choses, le camp de l'ouest libyen s'oppose à la distribution de la fortune générée par le pétrole. Quant à l'Est, il utilise, comme d'habitude, ce nerf de la guerre pour exercer des pressions et obtenir gain de cause.

Salaires impayés Depuis le 17 avril, des tribus fidèles au gouvernement de Fathi Bachagha bloquent la production pétrolière. Raison déclarée : protester contre leurs salaires impayés.

Le gouvernement Dbeibah, dit d'union nationale, suspend depuis plusieurs mois les salaires des employés du secteur public au Sud et à l'Est

comme ceux de l'armée nationale libyenne, dirigée par Khalifa Haftar, en contradiction avec l'accord de Genève.

Le Premier ministre Bachagha, désigné par le Parlement pour remplacer son adversaire sortant, a présenté un projet de budget de 95 milliards de dinars, soit plus de 18 milliards d'euros pour 2022.

Une séance parlementaire dédiée à ce sujet a eu lieu lundi 9 mai à Tobrouk en présence d'une quarantaine de députés seulement. La séance devrait reprendre ce mardi mais il semble très difficile d'obtenir le chorum en raison des profondes divisions réapparues avec la lutte renouvelée pour le pouvoir.

Koriko Adjemini, le roi de la noix de cajou

Agent de statistique agricole à la base, Koriko Adjemini a rendu son tablier de la fonction publique pour devenir planteur d'anacarde. Entre raillerie des amis et inquiétude des parents, il ne regrette nullement pas son choix.

Pour percer son secret, cap sur Sokodé (320 km de Lomé) à la rencontre d'un des plus grands planteurs d'anacarde du Togo, M. Adjemini, décoré en 2020, Officier de l'Ordre de mérite agricole.

Très respecté dans le milieu, même les autorités locales ne jurent que par les bonnes œuvres de sa coopérative 'Essogoguedowe' qui occupe les jeunes et femmes à travers des activités génératrices de revenus autour de la filière anacarde. "Des personnes se sont moquées de moi, surtout que j'abandonne la fonction publique pour travailler la terre. C'était un zèle pour moi de comprendre que l'arbre dure plus que nos vies", lâche -t-il à agridigitale.net.

Il partage que ce déclic est né au moment où il était agent de statistique agricole et allait visiter et mesurer les superficies des exploitants agricoles.

"En fonction des témoignages qu'ils nous donnaient, on a fini par comprendre que la terre regorgeait une immense richesse. Sauf que nos parents dans le temps n'utilisaient pas les bonnes

pratiques agricoles", partage le fonctionnaire reconvertit.

De 2 hectares, Koriko Adjemini exploite aujourd'hui 38 hectares productifs d'anacardiers. Annuellement, il récolte en moyenne 600 kg de noix à l'hectare, soit entre 23 et 25 tonnes de noix de cajou récoltées sur l'ensemble de ses surfaces.

Il rapporte que certes les débuts ont été difficiles car n'ayant pas la maîtrise des bonnes pratiques, une situation qui a fini par être corrigée avec le temps.

"Dès qu'on arrive dans mon tout premier champ d'anacardier, c'est très facile de reconnaître les plants touffus, non alignés et non éclaircis. Ce sont les anciennes techniques utilisées. Sur les nouvelles parcelles, nous avons introduit les nouvelles techniques, ce qui a permis d'optimiser le rendement", partage -t-il avec fierté.

Acteur clé dans la restructuration de la filière Au tout début de la filière au Togo, il rapporte que ce sont les béninois qui venaient au Togo rafler les stocks de noix de cajou.

"Les producteurs vendaient les noix à 150 frs le kilo et

parfois il fallait supplier avant même qu'on achète votre stock.

Aucune organisation pour la filière anacarde n'existait", indique M. Adjemini.

L'ancien président national des producteurs de la noix de cajou du Togo rappelle que c'est à partir de 2015, avec la reprise de la coopération allemande (GIZ) avec le Togo que bon nombre d'actions ont été menées à travers la GIZ-ProDRA.

Les producteurs d'anacarde ont été ainsi formés en Farmers Business school (module anacarde). Et à la même année, l'Association nationale des Coopératives de Producteurs d'anacardes (ANCPA), la toute première organisation reconnue au plan national a vu le jour.

"Un an après notre organisation, il fallait qu'on mette en place les interprofessions. Or, notre statut d'association ne nous permettait pas d'aller vers les interprofessions, du coup on devrait se mutualiser en fédération nationale des coopératives de producteurs d'anacarde qui existe jusqu'à ce jour. Et nous étions le tout premier maillon de l'interprofession à être formalisé", souligne -t-il.

Ce n'est que plus tard,



Koriko Adjemini montrant son premier site d'exploitation

toujours avec l'accompagnement de la GIZ-ProDRA, les autres maillons (pépiniéristes, acheteurs et transformateurs) ont été mis sur pied afin d'aller vers une interprofession de la filière. Le conseil interprofessionnel de la filière anacarde du Togo (CIFAT) fut alors créé pour coordonner toutes les activités de la filière.

"Ce conseil a réussi à professionnaliser la filière anacarde. En 2017, nous avons même vendu le kilo de noix à 1100 F.CFA, une période de gloire", souligne M. Adjemini, également directeur exécutif de la coopérative 'Essogoguedowe' (canton d'Agouloudè).

Même si la crise sanitaire du covid-19 a plombé un peu le

marché (le prix de la noix au kilo descendu à 650F/Kg), le planteur Koriko Adjemini espère que tout reprendra afin que la filière retrouve ses lettres de noblesse.

Le roi de la filière y croit avec force et conviction. C'est avec beaucoup de zèle qu'il pilote actuellement le projet d'installation de 500 hectares de plantation améliorée d'anacardiers à Agouloudè (préfecture de Tchaoudjo).

L'initiative a bénéficié d'un financement de 22,7 millions F.CFA de la part du Programme des Nations unies (PNUD) grâce au programme de micro-financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Teolis se lance dans l'agriculture précision au Togo

En complément des bulletins météo ou même des prévisions saisonnières fournies par la météorologie nationale, la société Teolis se lance, dans la fourniture des données météos de précision au monde agricole au Togo.

Le fournisseur d'accès à Internet, Teolis, installé au Togo depuis février 2018, réalise à travers sa fondation, le programme Agriteolis dont l'un des projets est "Stations météos Togo".

L'objectif à terme de "Stations météos au Togo" est d'installer et d'exploiter 400 stations météos de pointe dans les zones de forte production agricole afin de collecter les données de haute précision en faveur des agriculteurs.

La première phase du programme (2020-2021), financée sur fonds propres pour un montant de 35 millions F.CFA, a déjà permis d'implanter des stations une douzaine de localités réparties dans les cinq régions du Togo.

Il s'agit de : Région Maritime (Ativimé); Plateaux (Danyi, Avétonou, KlabéAzafi, Amoutchou); Centrale (Sotouboua, Abatchang); Kara (Broukou, Abouda); Savane (Tantigou, Ogara, Barkoissi).

La seconde phase cette année, financée pour un montant de 350 millions F.CFA par le ministère français de l'économie et des finances (Bercy) permettra d'installer en moyenne 120 stations dans plusieurs autres

localités à l'échelle nationale.

L'investissement à réaliser pour ces 2 premières phases du programme s'évalue à 385 millions F.CFA.

Les premiers responsables de Teolis se félicitent de poser ainsi les jalons pour de l'agriculture numérisée au Togo. Une démarche précisent-ils, s'inscrit dans la feuille de route du gouvernement.

Ce qui va se passer

Spécifiquement, à intervalle de cinq minutes au plus, les stations collecteront les informations sur des indicateurs, très importants dans la prise de décision.

Il s'agit entre autres : la température, l'ensoleillement, la pression, l'humidité de l'air, la direction du vent, sa vitesse, la pluviométrie, la température du sol, son humidité, sa salinité et sa conductivité etc.

Et pour que l'agriculteur accède à ces données, plusieurs canaux de diffusion seront mis à contribution entre autres, les codes USSD ou par un système d'interaction vocale.

"Un travail sera fait avec le ministère de l'agriculture ainsi que les services techniques

des mairies pour trouver des relais capables d'apporter l'information aux concernés", confie Michel Bagnah, président de la fondation Teolis à agridigitale.net.

Il précise aussi qu'une fois les données collectées via les différentes stations, le challenge sera de les interpréter afin d'avoir des informations davantage fiables, crédibles et utiles aux agriculteurs.

"L'interprétation de ces données permettra d'avoir la cadence des activités agricoles dans chaque zone donnée de façon précise, notamment le temps de semer, d'entretenir et de récolter", ajoute M. Bagnah.

Réduire la fracture numérique

Face aux perturbations des saisons dues aux effets du changement climatique, la météo de précision est vitale pour le monde agricole dans son ensemble.

Bien entendu, ces nouvelles stations contribueront énormément à améliorer la productivité agricole et permettront aux agriculteurs d'anticiper sur d'éventuelle situation pouvant occasionner des pertes.



Michel Bagnah

Plus les données sont reçues à temps, mieux le producteur planifie son activité et prend les meilleures décisions pour la campagne, ce qui limite les improvisations.

L'Etat et le secteur privé sont appelés à investir dans la numérisation du secteur de l'agriculture non encore inexploré.

L'investissement dans le digital en lien avec l'agriculture reste un impératif pour amorcer la modernisation complète du secteur en Afrique.

Une fois les solutions mises en place, les agriculteurs nécessitent d'être outillés à cette culture du digital, un volet très important pour

s'assurer que les destinataires des solutions s'en servent réellement.

Le média d'intelligence économique agricole www.agridigitale.net en fait aussi une priorité en diffusant non seulement les informations du secteur mais aussi, contribue depuis 2018 à l'ancrage de cette culture digitale auprès des acteurs des chaînes de valeur agricoles.

Rien que pour les bulletins météos édités de la direction de la météorologie nationale, en moyenne 2000 producteurs reçoivent au quotidien ces données via tous les canaux du média et ce, en temps réel.

www.agridigitale.net



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de DECLARATION, de PAIEMENT et de DEMANDE DE SERVICES en ligne de l'OTR

Gérez en ligne, à partir d'un terminal connecté, où que vous soyez et en temps réel : toutes procédures et démarches fiscales ; suivi et gestion des dossiers, demande de la carte d'immatriculation fiscale, de quitus ou tout autre document fiscal, demande de facilité de paiement...

L'OTR n'est plus seulement votre allié dans votre engagement citoyen et votre contribution à l'édification du bien commun, il est aussi votre conseiller, votre compagnon de tous les jours grâce à sa plateforme digitale DIMANA.

Pour vous et pour tous, faisons le simplement en ligne.

<https://dimana.otr.tg>

  Office Togolais des Recettes - OTR

 Canal OTR

 +228 90 99 41 01

 8201